

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2024-0298-Dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite inopinée est réalisée suite à une réquisition de la gendarmerie concernant l'installation de stockage d'amiante.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan

- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'installation est autorisée à exploiter :

- un centre de tri et de valorisation des DAE,
- une plateforme de valorisation du bois,
- une plateforme de stabilisation de terres polluées,
- une unité de traitement d'effluents industriels par voie électro-chimique ou physico-chimique,
- une unité de neutralisation des acides et des bases,
- un centre de transit et de regroupements de déchets dangereux,
- une installation de stockage de déchets non dangereux,
- une installation de stockage de déchets non dangereux spécifique amiante lié,
- une installation de stockage de déchets inertes.

Le contrôle sur site a concerné uniquement l'installation de stockage d'amiante lié.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > I.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > II.	Sans objet
4	Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté l'absence de recouvrement de terres sur de nombreux bigs-bags d'amiante et certains conditionnements étaient en mauvais état, entraînant la mise à l'air libre d'amiante lié. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est mis à la signature du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante. A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés. Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés. Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai. Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les procédures de régilage/enfouissement et a justifié de l'information du personnel. L'exploitant s'assure du respect des consignes par ses salariés, notamment lors des "visites SSE" qui font l'objet de comptes rendus.</p> <p>Pendant la visite d'inspection, il a été constaté sur l'alvéole de stockage d'amiante des bigs-bags en mauvais état, non recouverts, l'amiante était visible et à l'air libre. Ce stockage ne permet pas de prévenir les envols de poussières d'amiante.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'exploitation
Prescription contrôlée :

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
Constats : L'inspection a constaté que les big-bags, déchargés récemment, présents sur l'alvéole n'étaient pas tous recouverts de matériaux. L'exploitant a indiqué que le recouvrement n'a pas été réalisé depuis une dizaine de jours. Il a été constaté que de nombreux big-bags, dont le déchargement est plus ancien, ne sont pas suffisamment recouverts de matériaux, l'épaisseur est inférieure à 20 cm : les conditionnements sont visibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure fibre d'amiante
Prescription contrôlée : Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
Constats : Les mesures effectuées en décembre 2022 et décembre 2023 démontrent qu'aucune fibre d'amiante n'a été détectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de mate...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Le site dispose de deux zones distinctes de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.

tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.

Constats :

Le contrôle a porté sur la zone 1. L'activité de stockage de déchets d'amiante a connu une forte hausse sur 2023 (23218 tonnes, + 108 %), liée à la réception d'un chantiers d'excavation d'enrobés routiers. Le taux d'atteinte du seuil autorisé est de 98,2% (limite annuelle = 23 650 t).

NB : un dossier de porter à connaissance a été déposé le 27 avril 2023 concernant une évolution par rapport à la capacité réservée à l'amiante dans l'ISDND (zone 2, différente de celle contrôlée). Initialement seule l'alvéole 4B de l'ISDND était dédiée aux déchets d'amiante. Pour des raisons techniques et réflexions internes, toute l'alvéole n°4 (4A+4B) sera finalement dédiée aux déchets d'amiante. PSI devra fournir le dossier des ouvrages exécutés à l'Inspection qui procèdera ensuite à une visite de réception des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite